

# Comprendre la crise au Burundi en dix questions

Accélération des meurtres d'opposants, menaces à l'encontre des ressortissants belges, langage de haine des dirigeants... Tous les ingrédients d'une explosion de violence sont réunis au Burundi.

## LE RÉSUMÉ

Le Burundi est en proie à **des violences quasi quotidiennes**, attribuées à la police, aux partisans du pouvoir ou à ses adversaires qui se sont armés. Elles laissent craindre un **retour de violences à grande échelle** dans un pays à l'histoire post-coloniale jalonnée de massacres entre Hutus et Tutsis.

Cette crise a éclaté fin avril à l'annonce de la **candidature du chef de l'Etat, Pierre Nkurunziza**, à un troisième mandat.

## VINCENT GEORIS

Il est minuit moins une au Burundi. Chaque jour, ce petit pays d'Afrique centrale, un des plus pauvres au monde, se replonge un peu plus dans le climat de guerre civile qui, de 1993 à 2005, causa la mort de plus de 300.000 personnes.

Ces derniers jours, les craintes de violences de masse, voir de heurts ethniques à grande échelle, sont allées croissant dans cette région encore hantée par le souvenir du génocide des Tutsis au Rwanda.

La communauté internationale, quant à elle, ne semble avoir aucune prise sur la situation. Jeudi, après six mois de violence, le Conseil de sécurité de l'ONU a fini par adopter une résolution aux termes vagues, invitant au dialogue et évoquant des «possibles sanctions» au cas où la situation s'aggraverait.

Vendredi, la Belgique conseillait à ses ressortissants dont la présence n'est pas essentielle de quitter le pays. L'Union européenne évacuait une partie de son personnel. «Une mesure de précaution, face à l'hostilité grandissante», dit un diplomate. «La délégation européenne continuera cependant à fonctionner normalement».

## 1 Quelle est la situation sur place?

Depuis le mois d'avril, entre 280 et 300 personnes ont été tuées et plus de 200.000 ont quitté le pays pour se réfugier au Rwanda et en RDC. Les victimes sont des manifestants abattus durant les premiers mois de la crise, puis des habitants des quartiers populaires de la périphérie, des militants politiques, des droits de l'Homme et de la société civile. On compte aussi des centaines de blessés, entassés dans les hôpitaux de la capitale Bujumbura.

Plus d'un millier de personnes sont emprisonnées dans des conditions inhumaines. De nombreux opposants ont aussi «disparu», enlevés ou arrêtés par la police.

«Chaque jour, le plus souvent la nuit venue, une dizaine de personnes sont abattues dans

les quartiers périphériques», dit une source présente sur place. «Jeudi et vendredi, on comptait un peu moins de tirs et de jets de grenades, peut-être en raison de la réunion du Conseil de sécurité de l'ONU. Mais les arrestations et les enlèvements se poursuivent».

## 2 Quelles sont les forces en présence?

Pour imposer son autorité et mener la répression, le président Pierre Nkurunziza dispose de la police et des «Imbonerakure», une milice de jeunes du parti présidentiel.

L'armée est forte d'environ 50.000 hommes. Elle reste, dans la plupart des cas, en retrait des massacres. Mais elle est au bord de l'implosion. Une grande partie reste fidèle au président. Plusieurs centaines de militaires ont déserté pour rejoindre l'opposition.

Difficile d'évaluer la capacité d'action des opposants au président Nkurunziza. L'opposition, dispersée, voudrait se structurer, mais elle n'a pas de projet commun. «Le potentiel armé de l'opposition est faible. Mais la somme des individus porteurs de petit calibre chez eux et hostiles au régime est importante», dit Emmanuel Klimis, chercheur à l'Université Saint-Louis de Bruxelles.

Face aux violences et au risque d'escalade, l'ONU étudie actuellement l'envoi de casques bleus de la Monusco, stationnés

dans la RDC voisine. Mais ils n'interviendront qu'en cas d'aggravation de la situation.

## 3 Quelles sont les origines de la crise?

En avril, Pierre Nkurunziza annonce son intention de briguer un troisième mandat présidentiel. Or, la Constitution et les accords de paix d'Arusha ne prévoient que deux mandats consécutifs pour éviter la résurgence d'une dictature. Pour se justifier, le président argue que sa première élection était le fait du parlement et non du suffrage universel.

La rue s'enflamme. Un coup d'État a lieu, mais il échoue. De violentes manifestations éclatent, pour l'essentiel des jeunes de la capitale soutenus par les partis d'opposition. Elles sont réprimées dans une très grande violence. La police tire à balle réelle. Les milices fidèles au président interviennent. Dans les campagnes, la situation est plus calme. Le chef de l'État remporte l'élection présidentielle en juillet mais l'opposition estime que le scrutin a été marqué par des fraudes.

Après la réélection

Nkurunziza, une répression impitoyable des opposants commence dans les quartiers de la périphérie sous prétexte de désamener les civils.

## 4 Quels sont les risques d'escalade?

Le Burundi est une poudrière. Le pays connaît une explosion démographique, tandis que sa population est extrêmement vulnérable. Son économie, basée sur l'agriculture, est au plus bas.

«Les salaires des fonctionnaires ne sont plus versés depuis des mois, les entreprises privées ont des difficultés à se trouver du cash, ce qui plombe un peu plus leur activité», dit un témoin à Bujumbura.

Ces éléments font craindre un dérapage. «Vu la fermeture au dialogue du gouvernement burundais, les risques d'escalade sont bien réels», estime Emmanuel Klimis. «En outre, on sous-estime la situation explosive des 200.000 réfugiés qui ont fui le régime et se sont massés de l'autre côté de la frontière rwandaise. C'est une bombe à retardement».

## 5 Y a-t-il un risque de génocide?

Les propos incendiaires tenus fin octobre par le président du Sénat, Reverien Ndikuriyo, ont alerté la communauté internationale. Ce proche du président burundais a averti que la police allait bien-

tôt «se mettre au travail». L'expression, utilisée lors du génocide des Tutsis au Rwanda en 1994, signifie «massacrer».

Les ingrédients d'un génocide sont-ils pour autant réunis? «Je ne vois pas de risque immédiat de génocide, dans le sens où il faut une base ethnique et religieuse, or ce n'est pas le cas pour l'instant», dit Emmanuel Klimis. «Par contre, il existe un risque de violences de masse. La différence, c'est que, dans ce cas, la communauté internationale réagit moins vite et moins fort».

## 6 La situation est-elle comparable à celle du Rwanda en 1994?

Pour l'instant, ce n'est pas le cas. La crise qui embrase le Burundi n'a pas

une base ethnique mais bien politique. L'opposition reproche au président Nkurunziza de s'être lancé dans un troisième mandat. Il n'y a pas, dans l'opposition, de velléités entre les Hutus et les Tutsis.

En outre, les accords d'Arusha, mettant fin à la guerre civile, ont apaisé les esprits en imposant le principe d'équilibre ethnique au sein des institutions burundaises.

De plus, une propagande comme celle qui avait sévi avant le génocide via Radio Mille Collines, n'existe pas au Burundi.

La division entre Tutsis (éleveurs) et Hutus (agriculteurs) fut jadis exacerbée dans les mentalités par les anciens coloni-

sateurs. En temps normal, la question ethnique n'intéresse guère les Burundais.

Mais tous les risques ne sont pas pour autant écartés. Cette division peut être ravivée en cas de crise politique. Elle peut, aussi, être instrumentalisée par le pouvoir en place. C'est ainsi que des exactions ont été rapportées, au sein de l'armée, contre des Tutsis.

### 7 La crise peut-elle avoir des conséquences régionales?

C'est une des craintes de la communauté internationale. Pour de nombreux observateurs, les dirigeants des pays voisins, dont le président de RDC, Joseph Kabila, pourraient être tentés de briguer un nouveau mandat, en dépit des accords internationaux. La crise politique et son cortège de violences se répandraient alors à la région comme une traînée de poudre.

Si le conflit prend une tournure ethnique, le Rwanda voisin pourrait s'impliquer au Burundi.

### 8 Quel rôle peut jouer la Belgique?

Pour l'instant, le pays ne peut plus jouer aucun rôle direct. *«La Belgique fait partie des États qui, comme la France et les États-Unis, sont disqualifiés aux yeux du gouvernement burundais»*, explique Emmanuel Klimis. *«Le*

*régime actuel se pose en victime d'une stratégie qui serait ourdie par l'ancienne puissance colonisatrice»*.

Cette thèse est relayée dans la presse burundaise loyale au président Nkurunziza. *«Les autorités burundaises se montrent intraitables et bien décidées à en découdre avec l'ancien colonisateur»* lit-on dans le journal en ligne «Burundi-24». Ou encore: *«Ce n'est pas par la manipulation de l'opinion internationale que les Belges, les Français, les Américains et les Anglais vont sauver le Burundi»*.

La Belgique continue, toutefois, à agir en insufflant des prises de position au niveau des organisations internationales. Elle le fera ce lundi à Bruxelles dans le cadre d'une réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne en appuyant l'adoption d'un texte commun appelant à la fin des violences.

### 9 Les Belges sur place sont-ils en danger?

Pour les 500 Belges résidant actuellement au Burundi, la plus grande prudence est de mise. Voire le départ. Dans son avis consultant à ceux dont la présence n'est pas essentielle de quitter le pays, le ministère des Affaires étrangères fait état de *«menaces à l'encontre de ressortissants belges»*.

Un sentiment «anti-belge» va croissant depuis le début de la crise. Il est encouragé par le pouvoir en place. Mercredi dernier, le président du parti présidentiel CNDD-FDD, Pascal Nyabenda, avait accusé mercredi *«le colonisateur belge»* de financer et d'armer les opposants au troisième mandat du président Pierre Nkurunziza, et dénoncé les *«déclarations apocalyptiques»* des *«lobbies belges et leurs réseaux de l'UE»* sur la menace de *«génocide»*, visant selon lui à la *«recolonisation du Burundi et de son peuple»*. Le ministre des Affaires étrangères Didier Reynders (MR) avait démenti ces accusations, jugées *«absurdes»*.

### 10 Quelles sont les possibilités pour sortir de la crise?

La communauté internationale est de plus en plus inquiète d'un dérapage en raison des discours incendiaires des autorités burundaises et des propos aux connotations ethniques. Mais les réactions se limitent, pour l'instant, à des déclarations d'intention et à appeler au dialogue.

La seule issue possible à cette crise est la reprise du dialogue entre le pouvoir burundais et l'opposition. Mais le gouvernement en place reste sourd aux appels de la communauté internationale. Par ail-

leurs, il refuse que le dialogue se tienne en dehors du Burundi, comme le souhaite l'opposition en exil.

Jeudi, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté une résolution qui demande le renforcement de la présence de l'ONU au Burundi, sans mentionner explicitement l'envoi de casques bleus. Elle évoque aussi de possibles *«mesures supplémentaires»* contre ceux qui incitent à la violence et entravent la paix, sans utiliser expressément le terme de sanctions.

Vendredi, le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine a demandé à la Force est-africaine de préparer rapidement un déploiement au Burundi si la situation empirait.

**«La Belgique fait partie des États qui, comme la France et les États-Unis, sont disqualifiés aux yeux du gouvernement burundais.»**

EMMANUEL KLIMIS  
CHERCHEUR À L'UNIVERSITÉ  
SAINT-LOUIS DE BRUXELLES